



FÉDÉRATION
CANADIENNE DES
MUNICIPALITÉS

FEDERATION
OF CANADIAN
MUNICIPALITIES

Préserver les services municipaux essentiels

Recommandations urgentes pour le
gouvernement fédéral afin de contrer la
crise financière provoquée par la COVID-19
dans nos villes et nos collectivités

Le 23 avril 2020

Contenu

Une crise sans précédent

1

Les élus municipaux aux lignes de front

2

Portrait d'une crise financière

4

Incidences financières de la COVID-19

6

Résumé des recommandations

8

Modèle de financement proposé

10

Tournés vers l'avenir

12



Une crise sans précédent

Message du président de la FCM

En quelques semaines seulement, la COVID-19 a bouleversé nos vies. Jamais n'avions-nous eu à faire face à un défi d'une telle ampleur, menaçant à la fois la santé publique et l'économie du pays. D'un océan à l'autre, nos municipalités travaillent d'arrache-pied sur le terrain pour aider au déploiement des mesures d'intervention et mobiliser les services essentiels. Ce travail substantiel les a précipités dans une crise financière qui pose maintenant des risques à la population même qu'elles s'efforcent pourtant de servir.

Les unes après les autres, nos villes et collectivités voient leur situation financière se détériorer. Cette crise expose au grand jour les lacunes d'un modèle de financement obsolète et complètement dépassé par la réalité des gouvernements municipaux d'aujourd'hui. Les revenus fondent. Les dépenses imprévues augmentent à vue d'œil. Manquant d'outils financiers et n'étant pas autorisés par la loi à enregistrer des déficits de fonctionnement, les élus municipaux sont au pied du mur. Pour protéger les services essentiels, ils doivent recevoir de l'aide au plus vite.

À titre de voix des gouvernements municipaux, la FCM se fait aujourd'hui porte-parole des villes et des collectivités en réclamant cette aide financière. Nous demandons des fonds de fonctionnement d'urgence pour les municipalités afin d'assurer la sécurité et la protection de nos concitoyens et de maintenir les services essentiels dont ils ont besoin.

Alors que la crise de la COVID-19 bat son plein, les Canadiens comptent plus que jamais sur les services indispensables assurés par leur municipalité, que ce soit l'eau potable, les refuges pour les plus vulnérables de nos communautés ou encore les services ambulanciers qui viennent à leur secours. Réduire ces services en pleine pandémie mettrait les citoyens encore plus à risque.

Les élus municipaux doivent continuer à donner l'exemple en veillant à la sécurité de leur population et en aidant citoyens comme entreprises à surmonter la tempête sanitaire et économique dans laquelle nous sommes plongés. Ce travail de terrain doit se poursuivre avec toute l'urgence qu'il commande, mais cela ne sera possible qu'avec un soutien financier fédéral immédiat.

Le partenariat entre le fédéral et le municipal a produit des résultats remarquables. Ce lien se doit d'être plus serré que jamais pour protéger, ensemble, la population en ces temps difficiles. Puis, quand le moment sera venu, nous travaillerons, ensemble, à amorcer la relance économique du Canada afin qu'il fleurisse de nouveau.

Bill Karsten
Président de la FCM

Les élus municipaux aux lignes de front

Villes et collectivités sont aux premières lignes d'intervention de la pandémie de la COVID-19. Ces villes, ces collectivités, ce sont d'abord et avant tout les foyers de nos citoyens; ce sont leur milieu de travail, l'endroit où ils forment une famille, lancent des entreprises et créent l'avenir de notre pays. Et les élus municipaux, acteurs de leur quotidien, sont tous mobilisés pour assurer la sécurité de leurs citoyens et aider les entreprises à traverser la tempête économique provoquée par la COVID-19.

Petites et grandes municipalités ont pris des mesures extraordinaires pour soutenir leur population, notamment les plus vulnérables, dans cette crise de santé publique aux impacts économiques importants. Elles ont transformé des arénas en refuges pour les personnes itinérantes. Elles ont installé des stations d'hygiène portatives. Elles ont différé le paiement des impôts fonciers et de factures de services publics pour soulager les familles.

Les municipalités travaillent aussi nuit et jour pour maintenir les services essentiels. Leurs chauffeurs d'autobus, pompiers, policiers, travailleurs sociaux et de nombreux effectifs de première ligne s'exposent tous les jours pour préserver la sécurité de

nos citoyens et leur procurer les services dont ils ont besoin. Dans cette catastrophe, ces travailleurs et élus municipaux essentiels se sont révélés des champions pour leurs collectivités et pour le pays tout entier.

La FCM, la voix nationale des gouvernements municipaux, a mobilisé toutes ses ressources dans cette crise nationale. Nous aidons les municipalités de toutes les régions du pays à conjuguer leurs efforts pour protéger la population et les entreprises. Au moyen de rencontres régulières avec nos membres, par le biais du caucus des maires des grandes villes et du forum rural de la FCM, de nos partenaires des associations provinciales et territoriales de municipalités et d'autres partenaires, nous puisons à l'expertise municipale, partageons des ressources et coordonnons les efforts de terrain.

Nous sommes aussi en liaison directe avec des ministères, organismes et décideurs fédéraux afin d'aider à orienter les interventions nécessitées par la pandémie au pays. Dans ce but, nous participons à des téléconférences régulières avec la vice-première ministre et des ministres clés. Cette mobilisation sans précédent permet d'intégrer aux mesures fédérales la perspective de terrain requise pour répondre aux besoins des Canadiens, tant pour la Prestation canadienne d'urgence que la Subvention salariale d'urgence.

Les municipalités en action

La **Ville d'Edmonton (Alb.)** a renoncé aux tarifs de transport collectif sur tous les trajets de son réseau et a déployé des autobus à grande capacité pour veiller à ce que les travailleurs essentiels disposent d'un moyen sûr et fiable pour se rendre au travail tout en respectant les règles de distanciation physique.

La bibliothèque publique de la **Ville de Halton Hills (Ont.)** utilise ses imprimantes 3D pour fabriquer des parties d'écrans protecteurs pour le visage afin de protéger les travailleurs de la santé. Elle continue également de rendre son réseau

Wi-Fi disponible même si ses locaux sont fermés afin que les résidents qui n'ont pas accès à Internet puissent profiter des ressources et des mesures de soutien provinciales et fédérales.

Le **Canton de Gore (Qc)** a mis en place un service de livraison à domicile assuré par des bénévoles, qui permet aux personnes âgées et aux résidents vulnérables de la municipalité de recevoir des produits d'épicerie et des ordonnances à domicile.

Pour d'autres exemples d'actions municipales entreprises durant la pandémie, consultez **notre page web** : fcm.ca/fr/COVID19.

Lumière sur les services municipaux essentiels

La COVID-19 met en lumière le rôle essentiel que jouent les municipalités dans notre vie quotidienne. Plus que jamais, les Canadiens comptent sur leurs élus municipaux pour assurer le fonctionnement des services essentiels, dont la prestation aide à garantir la sécurité et le bien-être des gens pendant la pandémie. Voici une liste non exhaustive de ces services :

- ▶ Les services locaux de police, d'ambulance et d'incendie;
- ▶ L'entretien des routes, des ponts et d'autres infrastructures essentielles;
- ▶ La prestation de services fiables de transport collectif pour les travailleurs essentiels;
- ▶ Les services de traitement de l'eau potable et des eaux usées;
- ▶ La collecte des déchets et du recyclage;
- ▶ Les services sociaux locaux et les services de logement pour les résidents en situation de vulnérabilité;
- ▶ Les organismes locaux de santé publique;
- ▶ Les initiatives de développement durable et de protection de l'environnement.



Les ambulanciers municipaux sont sur la ligne de front, sauvant des vies en prodiguant les soins urgents et non urgents aux patients avant leur arrivée à l'hôpital.
Photo : Ville de Toronto

Les élus municipaux mettent déjà en place des solutions de terrain pour aider leurs citoyens. Le moment venu, les municipalités seront prêtes à mener les efforts de la relance de l'économie canadienne, en collaboration avec leurs partenaires fédéraux puisqu'elles sont exceptionnellement bien placées pour fournir rapidement des fonds de relance, créer des emplois et remettre l'économie sur ses rails. Un partenariat fédéral-municipal encore plus fort aidera sans conteste le Canada à prospérer de nouveau.

Portrait d'une crise financière

En situation normale, quand tout va bien, les municipalités doivent déjà faire des prouesses pour gérer au mieux leur situation financière limitée et répondre aux besoins de leurs citoyens. Leurs revenus consistent principalement d'impôts fonciers et de frais d'utilisation de services municipaux, alors que leurs dépenses de fonctionnement et d'immobilisations exigent de tirer le maximum de chaque dollar avec une rigoureuse efficacité. N'étant pas autorisées par la loi à enregistrer de déficits de fonctionnement, les municipalités s'efforcent avec diligence de constituer des réserves pour aider leur population à faire face aux imprévus et perturbations cycliques.

Mais la situation actuelle n'a rien de normal. *Le défi est colossal.* Les pertes provoquées par la COVID-19 sont énormes, et découlent à la fois d'une chute des revenus (report des impôts fonciers et des redevances de droits d'utilisateurs et de services publics) et de coûts imprévus, notamment pour maintenir la sécurité et soutenir les populations vulnérables. Ce qui est d'autant plus inquiétant c'est qu'il ne s'agit pas d'une crise de liquidités, mais bien d'une crise de pertes irrécouvrables. Un grand nombre de municipalités puisent donc dans leurs réserves pour continuer d'assurer les services essentiels, mais celles-ci sont loin d'être assez robustes pour soutenir une crise de cette ampleur et de cette durée.

La crise actuelle fait cruellement sortir les failles

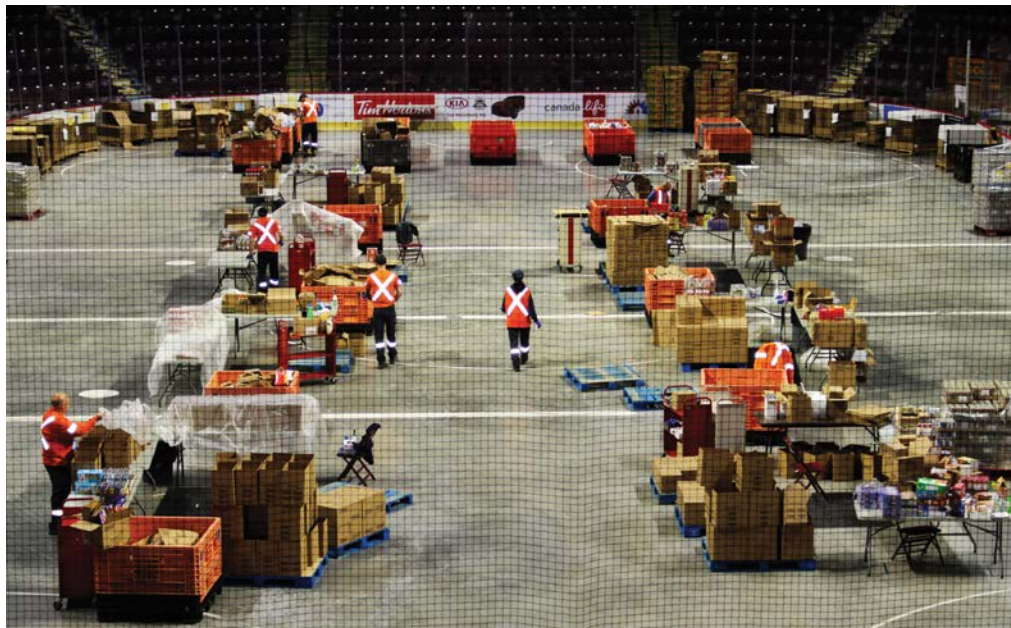
du cadre financier fondamentalement obsolète qui est imposé encore aujourd'hui aux municipalités. Les finances municipales se rapprochent dangereusement du point d'effondrement, et ce que nous ferons ici, *maintenant*, aura une portée sur la vie même des Canadiens. L'insolvabilité est inconcevable. Les prêts-relais ne conviennent pas à cette crise de pertes irrémédiables. Et couper des services essentiels n'est pas acceptable à un moment où nos concitoyens ont le plus besoin de nous. Nous sommes donc forcés de faire appel à nos partenaires fédéraux, en cette période de crise catastrophique, pour nous permettre de continuer de fonctionner et de fournir les services essentiels.



Les éboueurs municipaux gardent nos municipalités propres et vertes et continuent de fournir ce service essentiel pendant que la population demeure confinée.
Photo : Ville de Toronto



Pour la sécurité des chauffeurs et des usagers d'autobus, la Ville de Selkirk (Man.) a installé des écrans en plexiglas et coupé l'accès à des rangées pour permettre la distanciation physique. *Photo : Ville de Selkirk*



Le centre WFCU de la Ville de Windsor, domicile du club de hockey junior des Windsor Spitfire, a été transformé en banque alimentaire d'urgence pour venir en aide aux personnes dans le besoin durant la pandémie. *Photo : Ville de Windsor*

Cette aide permettra de maintenir les services essentiels que nous offrons aux citoyens.

Ils ne devraient pas avoir à craindre que leur eau ne soit pas propre, que leurs déchets pourrissent devant leur porte ou que les pompiers ou les ambulanciers manquent à l'appel en cas d'urgence.

Cette aide protégera les plus vulnérables d'entre nous.

Alors que la crise se poursuit, nous devons continuer à prendre des mesures extraordinaires pour protéger la sécurité de ceux dont la vie est plus précaire que jamais, dans nos refuges, dans nos rues.

Cette aide stimulera la relance économique du Canada.

Les municipalités devront multiplier les mises en chantier pour tirer profit des fonds injectés pour stimuler l'économie, plutôt que d'avoir à annuler des projets d'immobilisations déjà prévus.

Au cours des dernières années, notre partenariat fédéral-municipal avait indéniablement permis d'améliorer la qualité de vie des gens. Pourquoi? Parce que notre partenariat met en commun nos forces respectives : la connaissance du terrain et des besoins des gens de la FCM et de ses 2000 municipalités membres, et celles

Protéger les contribuables municipaux

Augmenter les impôts fonciers comme solution de rechange à des fonds d'urgence fédéraux n'est pas envisageable. Pour combler les pertes financières des municipalités en 2020 sans couper dans les services (en supposant une distanciation sociale de six mois), il faudrait augmenter les impôts fonciers de façon démesurée :

Toronto	56 %
Calgary	23 %
Vancouver	22 %
Montréal	18 %
Mississauga	17 %

développées par le gouvernement fédéral à employer son poids financier pour faire progresser le Canada. Aujourd'hui plus que jamais, notre partenariat peut être la clé qui conduira les Canadiens hors de cette pandémie, vers des jours meilleurs.

Incidences financières de la COVID-19

Les incidences fiscales de la COVID-19 ont été rapides et spectaculaires. Les pertes municipales irréversibles dues à la baisse des revenus et à l'augmentation des coûts ont entraîné une crise financière sans précédent. Afin d'absorber ce choc brutal à court terme, nous demandons au gouvernement fédéral une injection de 10 à 15 milliards de dollars dans les six prochains mois pour assurer notre fonctionnement. Cette crise pourrait s'aggraver à mesure que les mesures de distanciation physique se poursuivent, et en fonction du moment et du rythme de la future reprise économique.

La FCM continue de se faire une idée de l'ampleur des pertes que les municipalités pourraient subir si la crise perdure. La valeur et la nature des pertes varient grandement d'une collectivité à l'autre et dépendent de plusieurs facteurs. Voici ce que l'on constate jusqu'à maintenant :

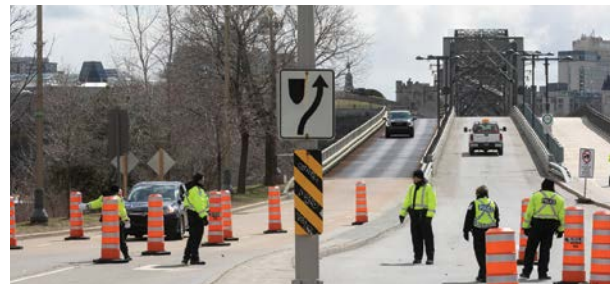
- ▶ Les municipalités dotées d'un **réseau de transport collectif** sont confrontées à d'importantes pertes de revenus provenant des tarifs d'utilisation estimées à 400 millions de dollars par mois à l'échelle nationale. Pour ces collectivités, cela représente une part de 30 à 50 % de leurs pertes nettes mensuelles. Dans l'agglomération de Vancouver par exemple, la société TransLink perd 75 millions de dollars par mois. La Commission de transport de Toronto rapporte un taux hebdomadaire d'érosion du capital de 23,5 millions de dollars, ses revenus ayant notamment diminué de
- ▶ 85 % en avril. Le transport collectif est un service essentiel pour les travailleurs de première ligne durant cette pandémie, mais à cause de leur capacité limitée à réduire les dépenses d'exploitation, de nombreux réseaux de transport collectif sont forcés de réduire leur service pour assurer leur solvabilité.
- ▶ Plusieurs municipalités ont choisi de reporter certains paiements **de taxes foncières, de services publics ou d'autres frais** pour soulager à court terme les résidents en difficulté. Cette mesure importante de soutien envers les citoyens engendre elle aussi un impact majeur sur les revenus municipaux. Et lorsque ces programmes de report prendront fin, les municipalités devront faire face à un risque considérable de non-paiement des impôts fonciers. En prenant pour hypothèse une augmentation de 10 % des arriérés de paiement d'impôts fonciers et de factures de services publics, les Villes de Vancouver et de Toronto estiment que leurs pertes de revenus en 2020 s'élèveront respectivement à 130 millions et à 684 millions de dollars.
- ▶ Les municipalités dont l'économie dépend de **secteurs durement touchés** par la crise voient leur situation s'aggraver encore plus rapidement. Dans le village touristique de Banff (Alb.), 85 % des travailleurs ont été mis à pied. Tourism Calgary a temporairement licencié plus de la moitié de son personnel, et la Ville pourrait perdre les retombées économiques de 540 millions de dollars générés par le Stampede de Calgary. Dans le secteur de l'agriculture, des usines de conditionnement de la viande à High River (Alb.) et Montréal (Qc) ont suspendu leurs activités, ce qui représente



À l'exemple de nombreuses autres municipalités, la Ville de Yorkton a converti l'un de ses arénas en centre de santé public temporaire afin de limiter l'afflux dans les salles d'urgence de la ville. *Photo : Ville de Yorkton*

le tiers de la capacité de traitement du bœuf et la plupart des exportations de porc. En ce qui a trait aux ressources naturelles, le pétrole brut de l'Ouest Canada (Western Canadian Select) se vend à un prix négatif, et les fermetures de scierie ont entraîné la perte de milliers d'emplois et menacent de provoquer la même situation dans les usines de pâtes et papiers des collectivités éloignées et du Nord.

- ▶ La perte des **droits d'utilisation des stationnements et des installations communautaires, culturelles et récréatives** constitue un autre manque à gagner important. De nombreuses municipalités ont déjà licencié temporairement le personnel de ces installations afin de réduire leurs coûts. La Ville de Mississauga estime que la perte de revenus de ses installations de loisirs atteindra 23,3 millions de dollars d'ici la fin juin. Si on ne considère que les droits de stationnement, le manque à gagner de la Ville de Toronto s'élève à près de 17 millions de dollars par mois. Les petites collectivités risquent également d'être touchées de manière importante. La Ville de Prince George (C.-B.) estime ses pertes mensuelles de 15 à 20 \$ par habitant.
- ▶ Sans fonds de fonctionnement d'urgence, les municipalités devront réduire certaines **dépenses d'immobilisations** prévues en 2020 afin de compenser leurs pertes de revenus. Cela ralentira encore plus l'activité économique de



Le Service de police de la Ville de Gatineau contrôle les déplacements à l'entrée du territoire. *Photo : Ville de Gatineau*

l'ensemble du pays et augmentera les coûts de réparation futurs. Cette réduction pourrait être extrêmement contre-productive si l'on considère la nécessité de stimuler la relance économique du Canada par de nouveaux investissements dans les actifs municipaux, notamment dans les infrastructures de base et le logement.

- ▶ **Les collectivités rurales et de petite taille** sont confrontées à des défis économiques qui leur sont propres. Le secteur agricole a été durement touché. Certaines municipalités ont commencé à mettre du personnel à pied, même si elles n'avaient que très peu d'employés au départ. En raison de l'accès limité à Internet haute vitesse, de nombreux Canadiens vivant en milieu rural ne peuvent travailler à domicile. Les municipalités francophones du Nouveau-Brunswick font face à une perte mensuelle totale de 10,5 millions de dollars. Même avant que la pandémie ne frappe, huit pour cent de la main-d'œuvre du Canada atlantique dépendait déjà des prestations d'assurance-emploi.

Résumé des recommandations

Faisant face à des revenus en baisse et à des dépenses en hausse, et n'étant pas autorisées à enregistrer des déficits de fonctionnement, les municipalités risquent d'être contraintes de couper des services essentiels aux Canadiens pour demeurer solvables. La seule porte de sortie acceptable est d'obtenir des **fonds de fonctionnement d'urgence** de leur solide et fiable partenaire national : le gouvernement du Canada.

La présente section résume les recommandations urgentes proposées par la FCM. Cette recommandation est fondée sur les meilleures prévisions actuellement disponibles de l'impact financier engendré par la COVID-19 sur nos municipalités, prévisions qui laissent appréhender un déficit de 10 à 15 milliards de dollars à court terme. Notre proposition a été mise au point en supposant que les directives de distanciation sociale se maintiendront pendant six mois et que l'impact sur les revenus municipaux directs persistera jusqu'à la fin de 2020, peut-être même jusqu'en 2021, selon le rythme de la reprise économique.

Au cœur de nos recommandations se trouve une formule d'affectations permettant de fournir un soutien fondamental à tous les gouvernements municipaux. Celle-ci est aussi assortie de mesures ciblées pour répondre aux besoins particuliers des municipalités alors qu'elles cherchent à garantir la sécurité et la protection des Canadiens.

Dans l'immédiat

1. **Accorder des fonds de fonctionnement d'urgence totalisant au minimum 10 milliards de dollars à tous les gouvernements municipaux, à l'aide d'une formule d'affectations hybride alliant le mécanisme de transfert fructueux du Fonds de la taxe sur l'essence fédéral (FTE) à une affectation supplémentaire basée sur le nombre d'utilisateurs pour les municipalités qui exploitent des réseaux de transport collectif.**
 - ▶ Plus précisément, affecter au moins 7,6 milliards de dollars à tous les gouvernements municipaux à l'aide de la formule d'affectations du FTE, et 2,4 milliards de dollars en se basant sur les taux d'utilisateurs intégraux.
 - ▶ Acheminer l'aide aux municipalités qui exploitent des réseaux de transport collectif en un seul transfert global comprenant aussi l'affectation de base.
 - ▶ Fournir immédiatement des avances de paiement aux municipalités aux prises avec d'urgents problèmes de liquidités.
 - ▶ Mettre autant que possible à profit l'infrastructure du FTE afin d'accélérer la distribution des subventions de fonctionnement d'urgence ciblées.



Les employés d'entretien des voies publiques municipales travaillent 24 heures sur 24 afin que les travailleurs essentiels puissent avoir accès en tout temps à des voies sûres. *Photo : Ville de Toronto*

2. Attribuer des fonds de fonctionnement d'urgence supplémentaires aux gouvernements municipaux faisant face à des pressions financières particulières liées à la COVID-19 et à qui la formule hybride mentionnée au point 1 ne peut fournir un soulagement suffisant.

Nos grands centres urbains doivent relever des défis distincts au chapitre de l'isolement, du bien-être et de la santé des personnes en situation d'itinérance ou éprouvant des problèmes de santé mentale. Par ailleurs, les petites municipalités ont elles aussi des défis qui leur sont propres, à commencer par l'insuffisance de services de santé et d'installations pour répondre aux besoins d'isolement et de soins urgents. Ceci, en plus d'autres coûts particuliers, nécessitera une aide ciblée tout au long de la crise de la COVID-19.



Le maire Larry Johansson de Selkirk (Man.) s'est arrêté devant une résidence afin d'admirer les dessins faits par des enfants pour remercier les travailleurs essentiels. *Photo : Ville de Selkirk*

À moyen terme

3. S'engager à réexaminer le besoin de fonds de fonctionnement supplémentaires dans moins de quatre mois.

- ▶ Surveiller les tendances dans les arrérages d'impôts fonciers et envisager d'autres mesures pour les particuliers et les entreprises qui pourraient être incapables de payer leurs impôts fonciers après la période accordée par les programmes de report municipaux.
- ▶ Selon la durée et la gravité de la crise de la COVID-19, prévoir la possibilité de fournir d'autres fonds de fonctionnement en 2020 et en 2021.

4. Accorder aux gouvernements municipaux la latitude de transférer des fonds inutilisés au programme du FTE afin de les affecter à des dépenses d'immobilisations dans le cadre du plan de relance économique nécessité par la COVID-19.

Modèle de financement proposé

La section qui suit fournit des détails supplémentaires sur les fonds de fonctionnement d'urgence faisant l'objet de la recommandation 1 mentionné précédemment. Le mécanisme que nous proposons est à deux volets : une affectation de base pour toutes les municipalités et une affectation supplémentaire pour les municipalités qui possèdent et exploitent des réseaux de transport collectif. Afin que ce mécanisme soit efficace à l'échelle pancanadienne, il doit être à la fois simple, direct et souple.

Affectation de base *(pour toutes les municipalités)*

- ▶ Au moins 7,6 milliards de dollars basés sur la formule utilisée pour le Fonds de la taxe sur l'essence fédéral.
- ▶ Ce montant suppose une moyenne de 35 \$ par mois et par habitant, et une durée de distanciation sociale de six mois (commençant en mars 2020).

Affectation supplémentaire *(pour les municipalités possédant et exploitant des réseaux de transport collectif)*

- ▶ 2,4 milliards de dollars basés sur les taux d'utilisateurs de 2019 (taux intégraux, formule ne tenant pas compte de la population).
- ▶ Ce montant est fondé sur l'évaluation des besoins réalisée par l'Association canadienne du transport urbain (400 millions \$ par mois pendant six mois) validée à l'aide des estimations individuelles des villes.

Considérations relatives au mécanisme d'affectations

- ▶ Les municipalités devraient recevoir un seul transfert combinant l'affectation de base et l'affectation supplémentaire (sauf dans le cas des réseaux de transport collectif appartenant à des provinces [comme BC Transit et Metrolinx]).
- ▶ Ce transfert unique doit donner aux gouvernements municipaux l'entière latitude de se servir des fonds pour alléger tous les impacts de fonctionnement découlant de la pandémie de la COVID-19 (manques à gagner et/ou coûts imprévus).

Suite des considérations

- ▶ Aucune contrepartie provinciale ou municipale ne devrait être exigée.
- ▶ Une contrepartie équivalente de fonds provinciaux ne devrait pas être exigée, car elle pourrait provoquer des délais étant donné les capacités financières diverses des gouvernements provinciaux et territoriaux. Toutefois, les provinces et territoires continuent de jouer un rôle important en assurant des mesures de soutien ciblées pour les gouvernements municipaux, dont les suivantes, sans s'y limiter :
 - ▷ Soutien direct pour les interventions d'urgence liées à la COVID-19 et les mesures de soutien des populations vulnérables;
 - ▷ Élargissement des programmes de report de paiement d'impôts fonciers ou filet de sécurité pour ceux-ci (en particulier pour les programmes à long terme retardant les entrées de fonds au-delà d'un même exercice financier);
 - ▷ Distribution en bloc des subventions de fonctionnement aux gouvernements municipaux.
- ▶ Étant donné les risques considérables de futures vagues d'éclotions nécessitant de mettre à nouveau en place des mesures de distanciation sociale, et de défauts de



Le registre des personnes vulnérables est un programme essentiel consistant à communiquer chaque jour avec les personnes âgées et vulnérables identifiées pour s'assurer qu'elles soient en sécurité et que leurs besoins soient satisfaits. *Photo : Municipalité régionale de Wood Buffalo*

paiement des impôts fonciers, il est probable que les fonds de fonctionnement d'urgence accordés soient entièrement utilisés par les gouvernements municipaux.

- ▶ De plus, tout montant restreint inutilisé pourrait être réservé afin d'amortir d'autres manques à gagner liés à la COVID-19 en 2020 ou en 2021, ou encore être transféré au Fonds de la taxe sur l'essence fédéral afin de financer des dépenses d'immobilisations différentielles dans le cadre du plan de relance.

Impact possible (montants arrondis et approximatifs)

Municipalité	Pertes nettes préliminaires*	Affectation de base (FTE)	Affectation supplémentaire (transport collectif)	Affectation totale
Ville de Toronto	1,690 G\$	575 M\$	575 M\$	1,150 G\$
Agglomération de Vancouver**	900 M\$	510 M\$	290 M\$	795 M\$
Ville de Calgary	400 M\$	255 M\$	115 M\$	370 M\$

* estimations préliminaires supposant les impacts d'une année entière entraînés par une distanciation physique de 6 mois

** extrapolation des données fournies par la Ville de Vancouver (gouvernement municipal seulement, n'incluant pas le transport collectif) et TransLink (transport collectif)

Tournés vers l'avenir

Présentement, tous nos efforts visent à contrer la crise sanitaire et économique qui fait rage dans nos villes et collectivités, et à veiller à ce que les élus municipaux puissent continuer d'assurer la prestation des services essentiels sur lesquels les Canadiens comptent plus que jamais. Mais nous pensons aussi à l'avenir, au moment où le Canada sera prêt à passer des mesures d'urgence aux mesures de reprise économique.

Partout au pays, les municipalités sont déjà en train de poser les fondations de l'effort massif et pancanadien qui devra s'amorcer au lendemain de la pandémie afin de remettre nos entreprises sur les rails et de stimuler la création d'emplois. La FCM appuie ces mesures en recueillant et en analysant des données glanées sur le terrain afin d'orienter ses recommandations pour la relance du pays. Que ce soit dans le domaine du logement, des infrastructures ou des projets verts et durables, les villes et les collectivités ont prouvé depuis longtemps qu'elles savent obtenir des résultats efficaces et efficients. Elles seront des partenaires essentielles dans la construction de l'économie à laquelle nous aspirons.

Mais comme dans toute crise, il faudra aussi dresser le bilan de ce que nous aurons appris de cette pandémie. Nous soulignerons avec fierté comment citoyens et gouvernements ont joint leurs efforts pour le bien commun. Mais nous devons aussi poser un regard critique sur les failles flagrantes dans notre façon d'aborder le rôle des gouvernements municipaux que cette crise a exposée au grand jour. De toute évidence, les outils et pouvoirs désuets dont disposent les élus municipaux ne sont tout simplement pas assortis au rôle que jouent les villes et les collectivités d'aujourd'hui pour soutenir les Canadiens et propulser notre économie. Lorsque le moment s'y prêtera, la FCM et les élus municipaux seront prêts à entamer cette discussion. Dans l'immédiat toutefois, en tant que partenaires sur la ligne de front, nous ne ménagerons aucun effort pour protéger la sécurité de nos concitoyens et préparer notre économie à rebondir grâce à nos efforts collectifs. Ensemble, tournés vers l'avenir, nous surmonterons cette tempête.



FCM

FCM.ca